



Projections macroéconomiques pour la France Banque de France – juin 2016

Les projections macroéconomiques de juin 2016, réalisées par la Banque de France dans le cadre de l'Eurosystème, sont parues. Selon ces prévisions semestrielles, après trois années de croissance faible, l'activité a rebondi en France en 2015. La chute du prix du baril de pétrole et la baisse des prix des biens importés ont entraîné un regain de pouvoir d'achat, permettant une accélération de la consommation des ménages. Ces projections notent également qu'après plusieurs années de forte baisse, l'investissement total a cessé de diminuer en 2015, la reprise de l'investissement des entreprises s'étant en particulier confirmée. Ainsi, la croissance du PIB français augmenterait en moyenne annuelle, passant de 1,2 % en 2015 à, au moins, 1,4 % en 2016, puis 1,5 % en 2017 et 1,6 % en 2018. L'inflation s'établirait à 0,2 % en 2016 (moyenne annuelle) après 0,1 % en 2015. Elle se redresserait progressivement à 1,1 % (moyenne annuelle) en 2017 et 1,4 % en 2018 pour s'établir, au dernier trimestre de 2018, à 1,5 % en glissement annuel. L'inflation hors produits alimentaires et énergie serait stable en 2016 à 0,6 %, comme en 2015, puis monterait très graduellement et modérément pour atteindre 0,7 % en 2017 et 1,1 % en 2018. Enfin, pour la Banque de France, « dans un contexte de politique monétaire très accommodante, l'ensemble des taux d'intérêt, tels que les anticipent les marchés, resteraient très faibles. ».

Les projections complètes : https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/previsions-economiques-juin-2016.pdf

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

Banque de France

Rue de la Banque N° 28, juillet 2016 - Fragmentation financière dans la zone euro : quelle évolution depuis 2008 ?

La fragmentation financière se définit comme le paiement de primes de risque de crédit plus élevées par des émetteurs d'obligations aux caractéristiques similaires lorsqu'ils sont situés dans les pays dits de la périphérie de la zone euro. Lors de la crise des dettes souveraines, cette fragmentation financière a atteint des niveaux très élevés mais elle a fortement reculé à partir de l'annonce par la Banque centrale européenne du programme d'opérations monétaires sur titres (OMT).

https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/rue-de-la-banque-RDB-28_FR.pdf

Union européenne

BCE : Réunion du Conseil des gouverneurs du 21 juillet 2016

À l'issue de la réunion du 21 juillet 2016 du Conseil des gouverneurs de la BCE, Mario Draghi a déclaré : « Au terme de notre examen régulier de la situation économique et monétaire, nous avons décidé de laisser les taux d'intérêt directeurs de la BCE inchangés. Nous continuons de penser que les taux directeurs devraient rester à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée, et bien au-delà de l'horizon fixé pour nos achats nets d'actifs. En ce qui concerne les mesures non conventionnelles de politique monétaire, nous confirmons que les achats mensuels d'actifs à hauteur de 80 milliards d'euros devraient être réalisés jusque fin mars 2017 ou au-delà si nécessaire et, en tout cas, jusqu'à ce que le Conseil des gouverneurs observe un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à son objectif. Nous avons aujourd'hui examiné les évolutions survenues depuis notre dernière réunion de politique monétaire, début juin. À la suite du référendum organisé par le Royaume-Uni sur son appartenance à l'Union européenne, nous estimons que les marchés financiers de la zone euro ont résisté de façon encourageante à la recrudescence des incertitudes et de la volatilité. L'annonce par les banques centrales de leur disponibilité à fournir des liquidités, si nécessaire, nos mesures de politique monétaire accommodante ainsi qu'un cadre de réglementation et de surveillance robuste sont autant d'éléments qui ont contribué à contenir les tensions sur les marchés. Les conditions de financement restent extrêmement favorables, ce qui participe au renforcement de la création de crédit. Elles apportent un soutien continu à notre scénario de référence basé sur un redressement économique régulier et une accélération des taux d'inflation. »

La déclaration introductive : <http://www.ecb.europa.eu/press/pressconf/2016/html/is160721.fr.html>

Chômage

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 10,1 % en mai 2016, en baisse par rapport au taux de 10,2 % enregistré en avril 2016 et à celui de 11,0 % de mai 2015. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans la zone euro depuis juillet 2011. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 8,6 % en mai 2016, en baisse par rapport au taux de 8,7 % d'avril 2016 et à celui de 9,6 % de mai 2015. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans l'UE28 depuis mars 2009. Eurostat estime qu'en mai 2016, 21,084 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 16,267 millions dans la zone euro. Par rapport à avril 2016, le nombre de chômeurs a diminué de 96 000 dans l'UE28 et de 112 000 dans la zone euro. Comparé à mai 2015, le chômage a baissé de 2,166 millions de personnes dans l'UE28 et de 1,440 million dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles en mai 2016 ont été enregistrés en République tchèque (4,0 %), à Malte (4,1 %) ainsi qu'en Allemagne (4,2 %). Les taux de chômage les plus élevés ont été relevés en Grèce (24,1 % en mars 2016) et en Espagne (19,8 %).

Publications au Journal officiel

Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2016-827 du 23 juin 2016 relative aux marchés d'instruments financiers :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000032752927&categorieLien=id>

Ordonnance n° 2016-827 du 23 juin 2016 relative aux marchés d'instruments financiers :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000032752983&categorieLien=id>

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITÉS DE L'INSTITUT

Publication du rapport annuel 2015 de l'IEDOM Guadeloupe

Le rapport annuel 2015 (édition 2016) de l'IEDOM a été présenté à la presse le 21 juin 2016 au cours d'une conférence commune avec l'INSEE. Il présente les caractéristiques structurelles de l'île et dresse un panorama de son économie, avant de détailler les secteurs d'activité et l'évolution monétaire et financière pour l'année 2015.

Après deux années d'essoufflement économique, l'économie guadeloupéenne a montré quelques signes d'amélioration en 2015, qui ne permettent toutefois pas d'attester d'un redressement réel. Portée par une faible inflation et une embellie sur certains secteurs, notamment le tourisme et le commerce, la conjoncture est mieux orientée et la consommation des ménages s'est maintenue. Si l'indicateur du climat des affaires, traduisant le moral des chefs d'entreprise, est en retrait sur les deux premiers trimestres de l'année 2016, en 2015, il s'est redressé, atteignant son plus haut niveau depuis 2012. L'activité du BTP reste néanmoins en berne et l'activité est mitigée dans le secteur primaire et agroalimentaire. Malgré une meilleure orientation, le marché du travail demeure sous tension.



Le secteur bancaire a accompagné ces évolutions sur l'année : la collecte retrouve un peu de vigueur et les encours de crédits sont en hausse, principalement tirés par les financements aux ménages, avec une nette reprise des crédits à la consommation et à l'habitat. Les entreprises et les collectivités contribuent également à cette progression de l'activité bancaire.

Ce rapport est téléchargeable librement sur le site : <http://iedom.fr/guadeloupe/publications/rapports-annuels/2015.html>

Mise en circulation d'un nouveau billet de 50 euros le 4 avril 2017

La Banque Centrale Européenne a récemment dévoilé le visuel du prochain billet de 50 euros qui entrera en circulation en avril prochain. Ce délai de 9 mois entre la présentation du billet et sa mise en circulation permet aux professionnels manipulant régulièrement ces billets de disposer d'une période suffisante pour se préparer à l'introduction de la nouvelle coupure. Le nouveau billet de 50 € sera doté de plusieurs outils lui permettant d'être mieux armé contre la contrefaçon. Il est le quatrième de la série « Europe » qui remplace progressivement la première série des billets en euros introduite en 2002. Les billets de 5, 10 et 20 euros de la série « Europe » ont été mis en circulation respectivement en mai 2013, en septembre 2014 et en novembre 2015. En Guadeloupe, le billet de 50 euros représente environ un quart des utilisations totales de billets.

Emploi et marché du travail en Guadeloupe au 1^{er} trimestre 2016

La dernière note de conjoncture publiée par la Dieccte (Direction des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi) de la Guadeloupe présente la situation sur le front de l'emploi et plus globalement sur le marché du travail à fin mars 2016.

En glissement annuel, l'emploi salarié privé en Guadeloupe augmente de 3,1 % au premier trimestre 2016 (après +0,8 % au quatrième trimestre 2015). Cette hausse qui porte à 74 079 le nombre de salariés du secteur privé (données corrigées des variations saisonnières), concerne l'ensemble des secteurs, la plus forte progression étant enregistrée dans l'agriculture (+6,5 %). Le nombre de contrats signés en intérim augmente de 94,2 % et les Déclarations préalables à l'embauche (DPAE) sont en hausse de 3,4 % sur un an. Le nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi progresse de 27,3 % sur un an, tiré par les offres durables (6 mois et plus) en hausse de 65,5 %. À l'inverse, les offres non durables (inférieures à 6 mois) reculent de près de 20 %. Pour leur part, les demandeurs d'emploi de catégorie A diminue de 3,1 % sur un an. Enfin, au premier trimestre 2016, Pôle emploi comptabilise 332 licenciements économiques, un chiffre en baisse de plus de 20 % sur un an.

Source : <http://guadeloupe.dieccte.gouv.fr>

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Dispositif Embauche PME

Au 1^{er} semestre 2016, le recours à ce dispositif d'aide à l'emploi par les entreprises du département a été important. Pour rappel, le dispositif « Embauche PME » est destiné aux petites et moyennes entreprises (PME) de moins de 250 personnes, indépendamment de leurs statuts, dans le cadre de l'embauche jusqu'au 31 décembre 2016 d'un salarié payé jusqu'à 1,3 fois le Smic. L'entreprise peut alors bénéficier d'une aide d'un montant de 4 000 euros sur 2 ans, versée par tranche de 500 euros par trimestre. Depuis février 2016, ce sont plus de 1 200 demandes d'aide « Embauche PME » qui ont été enregistrées en Guadeloupe.

Semaine régionale de la formation professionnelle et de l'insertion

La semaine régionale de la formation professionnelle et de l'insertion s'est tenue du 1^{er} au 8 juillet sur l'ensemble du territoire guadeloupéen, dans le but de faire découvrir aux demandeurs d'emploi l'offre et les aides à la formation. Cet événement a également été l'occasion de concrétiser la volonté de la Région de travailler avec les partenaires du secteur de manière concertée. Dans le cadre

du « Plan 500 000 formations », d'ici la fin de l'année 2016, la Région assurera la réalisation de 2 316 formations à destination des demandeurs d'emploi, s'ajoutant aux 3 000 qui seront assurées par Pôle emploi, pour le compte de la Région.

Subventions départementales accordées dans de nombreux domaines

Lors de la dernière commission plénière du Conseil départemental, les élus ont voté une série d'aides ayant trait à diverses compétences du Département. Ainsi, dans le domaine de l'insertion, la mise en place d'un dispositif d'avance de trésorerie aux opérateurs privés d'Ateliers Chantiers d'Insertion sollicitant une subvention du Fonds social européen (FSE) a été approuvée. Concernant le logement, les élus ont voté la mise en place d'une aide de 128 000 euros à la SEMAG pour la construction de 16 logements évolutifs sociaux (LES) sur le territoire de Capesterre de Marie-Galante. Les autres aides du Département concernent l'agriculture, la culture, l'éducation, la coopération régionale, le sport, la santé et le soutien à l'artisanat.

Guadeloupe Port Caraïbes au conseil d'administration de l'AIVP

Adhérent depuis 2007, le Grand Port Maritime de Guadeloupe a intégré le conseil d'administration de l'AIVP (Association internationale Villes & Ports) à l'occasion de l'assemblée générale des 23 et 24 juin derniers. Cette association fait partie d'un réseau mondial des villes portuaires et compte 210 adhérents de 49 pays. Elle accompagne ces derniers dans la mise en œuvre de nouvelles stratégies afin de faire face aux divers changements qui impactent le développement économique social et environnemental des villes portuaires.

52^{ème} congrès de la Caribbean Food Crops Society

Organisé par l'Inra Antilles-Guyane, ce congrès qui s'est tenu en Guadeloupe à la mi-juillet a été l'occasion pour les nombreux chercheurs et décideurs de la Caraïbe invités, de réfléchir sur la modernisation écologique de l'agriculture et de l'alimentation. La bio-économie, ensemble d'activités économiques liées à l'innovation, au développement et à la production et l'utilisation de produits et de procédés biologiques, s'est placée au cœur des débats et est apparue comme une nouvelle orientation possible pour l'agriculture caribéenne.

ACTUALITÉS RÉGIONALES

Saint-Barthélemy, budget de la Collectivité

Lors de la réunion du Conseil territorial du 27 juin, les élus ont approuvé l'affectation du résultat définitif 2015 au budget de l'année 2016. Compte tenu du report des exercices précédents, et des restes à réaliser en investissements, ce dernier s'élève à 22,8 millions d'euros. Une première modification du budget a également été décidée, elle concerne : 150 000 euros supplémentaires attribués pour des « dépenses d'entretien et de réparations de voiries », 400 000 euros supplémentaires pour l'aéroport et 550 000 euros pour des travaux d'enfouissement du réseau électrique.

Saint-Martin, décision défavorable du Conseil constitutionnel concernant la DGC

Le 1^{er} juillet 2016, le Conseil constitutionnel a rendu une décision défavorable à la Collectivité de Saint-Martin dans le cadre de l'affaire du calcul de la dotation générale de compensation (DGC). Selon la Collectivité, les ressources qui lui avaient été attribuées au titre de la compensation des charges résultant des transferts de compétences de la commune de Saint-Martin étaient insuffisantes. Le Conseil constitutionnel a déclaré conformes à la Constitution les dispositions qui permettent, chaque année à l'État, de ne pas compenser les charges liées à l'exercice des compétences communales transférées le 15 juillet 2007 à la Collectivité de Saint-Martin.

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE RÉFÉRENCE						Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (Source : Insee)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 2015)	Guadeloupe France entière	Mai	2016	99,8 100,5	-0,1 % 0,4 %	-0,3 % 0,0 %	
Demandeurs d'emploi (Source : Dicccte)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) (données CVS)		Mai	2016	55 660	1,1 %	-3,7 %	
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Exportations (en cumul - millions d'euros) Importations (en cumul - millions d'euros)		Mai	2016	90,5 958,8	- -	0,3 % -5,6 %	
Créations d'entreprises (Source : Insee)	Nombre d'entreprises créées (hors auto-entreprises)		Mai Cumul annuel	2016	344 1 813	-7,5 % -	28,4 % 7,2 %	
Vulnérabilité des ménages (Source : Iedom)	Personnes physiques en interdiction bancaire Retraits de cartes bancaires (Flux)		Juin	2016	18 829 500	-0,9 % -20,4 %	-5,4 % 29,2 %	

INDICATEURS SECTORIELS						Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (Source : Aéroport Pôle Caraïbe)	Nombre de passagers (entrées + sorties, hors transit)		Mai Cumul annuel	2016	149 251 970 938	-19,0 % -	2,8 % 7,3 %	
Trafic maritime (Source : Guadeloupe Port Caraïbe)	Trafic net de marchandises (tonnes) Nombre de passagers (entrées + sorties)		Mai	2016	243 254 75 960	-17,8 % 15,2 %	-15,6 % 3,2 %	
Immatriculations (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs		Mai Cumul annuel	2016	1 036 5 979	-20,1 % -	11,9 % 2,3 %	
Consommation de ciment (Source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)		Juin Cumul annuel	2016	16 327 95 482	4,5 % -	-11,3 % -3,4 %	

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Publication : « Tendances conjoncturelles »

L'indicateur du climat des affaires (ICA) s'établit à 84,0 points pour le premier trimestre 2016. Il est en recul de 2,3 points, mettant ainsi fin à la tendance haussière enregistrée depuis le début de l'année 2015. Ce retrait l'éloigne de nouveau de sa moyenne de longue période (-16,0 points). Les composantes passées et futures sont en retrait respectivement de -0,7 point et de -1,5 point. Les entrepreneurs sont par ailleurs peu désireux d'investir à l'horizon d'un an.

Selon les résultats de l'enquête de conjoncture, l'activité des entreprises est en retrait hormis pour le secteur primaire. Les prévisions d'investissements à un an sont en progression uniquement pour le secteur primaire et celui de la construction.

L'observation des indicateurs macroéconomiques du premier trimestre 2016 laisse entrevoir que la consommation des ménages est peu dynamique alors même que les prix sont en baisse. L'investissement peine à se redresser. Le marché du travail connaît une nouvelle dégradation avec la progression du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi. Toutefois, les échanges extérieurs progressent.

Cette publication est disponible gratuitement sur le site de l'Iedom : www.iedom.fr/Guyane.



Publication : « Tableau de bord économique de la Guyane »

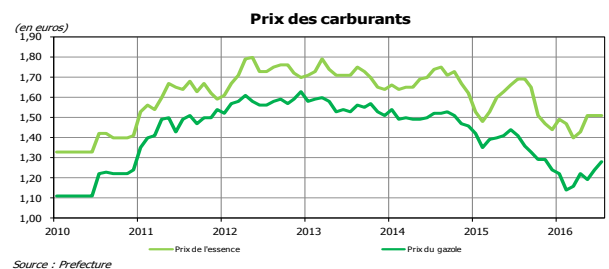
Publié dans le cadre du partenariat Cerom, le tableau de bord économique de la Guyane apporte une vision synthétique et rapide de l'évolution conjoncturelle du département au travers d'une sélection d'indicateurs macroéconomiques. Cette publication a été réformée et regroupe désormais près de 40 indicateurs économiques régionaux réunis autour de six grands thèmes : les principaux indicateurs macroéconomiques, la consommation, l'investissement, l'analyse sectorielle, l'analyse financière et la vulnérabilité des acteurs économiques. Le tableau de bord, également disponible en version anglaise et portugaise, est accessible chaque trimestre pour la Guyane comme pour l'ensemble des DOM sur le site du partenariat CEROM : www.cerom-outremer.fr/guyane/.



BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

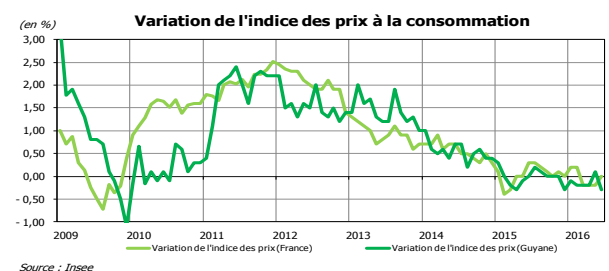
Carburants

L'arrêté préfectoral établi, à compter du 1^{er} juillet 2016, le prix de vente au détail pour le gazole à 1,28 €/litre (+4 centimes) et à 1,51 €/litre pour l'essence (+0 centimes). Le prix de la bouteille de gaz est fixé à 19,66 € contre 19,91 € en juin, soit une baisse de 25 centimes.



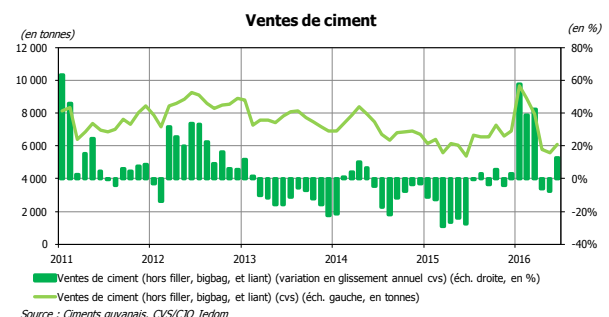
Prix à la consommation

En mai 2016, les prix à la consommation des ménages en Guyane sont en légère baisse de 0,1 % (après +0,4 % pour le mois précédent). Ceci s'explique principalement par le recul des prix des services (-0,5 %). Sur un an, l'indice des prix recule de 0,3 %. Les prix de l'énergie, des produits manufacturés ainsi que des services ont diminué (respectivement de -5,6 %, -0,5 % et -0,4 %) alors que ceux des produits de l'alimentation progressent de 1,9 %. En glissement annuel, l'inflation en Guyane est inférieure à celle constatée en France hexagonale (+0,0 %), mais similaire à celle enregistrée en Guadeloupe (-0,3 %) et à la Réunion (-0,3 %). Toutefois, l'inflation guyanaise est supérieure à celle observée en Martinique (-0,8 %).



BTP

En juin 2016, les ventes de ciment (hors filer, bigbag, et liant) s'élèvent à 6 480 tonnes (CVS) soit une sensible progression de +9,1 % (CVS) sur un mois. Elles enregistrent également une hausse de +12,6 % (CVS) par rapport à juin 2015.



PIB Guyane

En juillet 2016, l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) a réalisé un focus sur « Les produits intérieurs bruts régionaux de 1990 à 2013 ». Selon cette étude, la Guyane est un territoire très dynamique par rapport à l'ensemble des régions françaises. En effet, entre 2000 et 2008, le produit intérieur brut de la Guyane (PIB) a progressé en moyenne chaque année de +4,5 % en volume. Cette performance favorable est la deuxième plus forte enregistrée après celle de Mayotte (+9,3 %) pour la même période. A titre de comparaison, entre 2000 et 2008, la croissance moyenne annuelle de la France entière était de +1,7 % (+4,2 % pour la Réunion, +3,7 % pour la Guadeloupe, +2,5 % pour la Martinique).

Après la crise de 2008, sur la période 2008-2013, seule la Guyane et Mayotte voient leur croissance évoluée au dessus de celles des autres régions, soit respectivement +3,7 % et +4,2 %. L'Insee note également qu'en 2013, le PIB par habitant s'établissait à 16 210 euros en Guyane, soit 50 % du niveau enregistré pour la France entière, et que le nombre d'emploi par habitant est assez faible.

Spatial

Le 18 juin 2016, Ariane 5 a lancé avec succès depuis le Centre spatial guyanais, deux satellites de télécommunication pour une charge de décollage de 10,730 tonnes (record de performance en orbite géostationnaire pour le lanceur). Le vol VA230, 72^{ème} lancement réussi d'affilée pour Ariane 5, a pu placer sur orbite le satellite EchoStar XVIII (6,3 tonnes) pour le compte de l'opérateur DISH Network L.L.C. avec pour mission de garantir une meilleure continuité du service de télévision par satellite à ses clients aux États-Unis. Le deuxième satellite envoyé est BRIsat (3,5 tonnes) pour le compte de PT. Bank Rakyat Indonesia (la plus importante banque publique d'Indonésie), dans le but de fournir un accès rapide et sûr aux produits bancaires de l'établissement et renforcer la sécurité des communications bancaires dans ses agences.

Arianespace et ELV/Avio ont organisé la 2^{ème} « Vega User's Day », les 7 et 8 juillet 2016 à Rome. L'objectif était de rassembler les partenaires (ESA, ASI, CNES, et les industriels), clients et prospects du lanceur léger pour faire le point sur l'expérience Vega et préparer l'avenir avec le prochain lanceur, Vega C, dont la commercialisation débutera à la fin de l'année 2016, pour un premier vol en 2019.

ACTUALITES RÉGIONALES

Brésil

Publié le 15 juillet 2016, le dernier rapport du FMI sur la situation économique mondiale révèle que les prévisions de croissance pour le Brésil pourraient s'améliorer en 2016 et 2017. En effet, les prévisions de croissance initialement de -3,8 % pour 2016 et +0 % pour 2017, devrait atteindre -3,3 % et +0,5 % respectivement sur les mêmes périodes. Cette appréciation s'appuie d'une part, sur l'inflexion des indices de confiance domestiques et internationaux liés au recul des prix des crédits defaults swaps (contrat d'assurance contre le défaut de paiement) depuis 6 mois et d'autre part, sur une reprise potentiellement plus rapide des investissements et de la consommation.

Guyana

Le 30 juin 2016, la compagnie pétrolière Exxon Mobil a annoncé la découverte d'un important puits de pétrole à environ 200 kilomètres des côtes du Guyana. Ce gisement appelé « Liza-2 » se situe dans le bloc Stabroek qui s'étend sur 27 000 km², la profondeur du puits est de 5,5 kilomètres et pourrait fournir entre 800 millions et 1,4 milliard de barils de pétrole. Il est rappelé que la société avait déjà débuté une campagne de forage en 2015 avec un autre succès pour un puits baptisé « Liza-1 ». D'autres recherches devraient être menées afin de déterminer le potentiel économique du forage.

SUIVI INDICATEURS CHIFFRÉS

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières et de l'effet jours ouvrés (CVS-CJO)

PRIX	Sur le mois		Indicateurs	Données brutes	Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources	
	↓	⇄						
	↓	⇄	Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac)	Mai-16 Juin-16	99,6 1,51	-[0,10%] [0,0%]	-[0,3 %] -[10,7%]	Insee Préfecture/Diecctc
	↓	⇄	Prix administré du litre d'essence	Mai-16 Juin-16	22 570 18 874	-[0,4%] -[6,1%]	-[2,6%] -[1,3%]	Pôle emploi Caf
MARCHÉ DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	↓	⇄	Demandeurs d'emploi (DEFM A)	Mai-16 Juin-16	11,2 M€ 67,9 M€	-[1,5%] [4,9%]	[1,7%] [4,9%]	Caf
	↓	⇄	Prestations nettes versées (1)	Cumul	14,8 M€ 71,9 M€	1,2% 4,3%	10,2% 4,3%	Douanes
CONSOMMATION	↑	⇄	Importations de biens de consommation (BC) (2)	Mai-16 Cumul	353 1 704	8,3% 5,9%	22,2% 5,9%	Somafi
	↑	⇄	Ventes de véhicules neufs aux particuliers	Mai-16 Cumul	39,7 M€ 156,2 M€	38,7% 0,4%	9,5% 0,4%	Douanes
INVESTISSEMENT	↑	⇄	Importations de biens d'équipement (BE) (2)	Mai-16 Cumul	72 338	14,8% -5,0%	5,7% -5,0%	Somafi
	↑	⇄	Ventes de véhicules utilitaires	Mai-16 Cumul	18,3 M€ 69,4 M€	113,6% 29,8%	137,5% 44,9%	Douanes
COMMERCE EXTERIEUR	↑	⇄	Exportations (2)	Mai-16 Cumul	118,8 M€ 503,5 M€	12,8% 3,6%	12,8% 3,6%	Douanes
	↑	⇄	Importations (2)	Mai-16 Cumul				Douanes

SPATIAL	↑	Tirs effectués	Cumul à Juin-16	5 tirs (3 Ariane 5, 2 Soyouz)		Sources
				Satellites lancés	Cumul à Juin-16	
	↑			11 satellites	5 tirs à Juin-15 8 satellites	Arianespace
BTP	↑	Ventes de ciment (hors filler, liant et big bag)	Juin-16 Cumul	5 405 tonnes 42 119 tonnes	9,1% 12,6%	Ciments guyanais
	↑	Exportations d'or en volume (2)	Mai-16 Cumul	136 kilos 559 kilos	44,3% 4,9%	Douanes
INDUSTRIE	↑	Exportations d'or en valeur (2)	Mai-16 Cumul	4,5 M€ 17,9 M€	42,0% 13,3%	Douanes
	↑	Cours de l'onçe d'or	Juin-16	1 274,99 \$	[1,2%] [7,9%]	London Bullion Market Assoc./AFD
AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	↓	Exportations de crevettes (2)	Mai-16 Cumul	59 tonnes 212 tonnes	-929,5% -6,9%	Douanes
	↑	Exportations de poissons (2)	Mai-16 Cumul	85 tonnes 450 tonnes	20,6% 17,8%	Douanes
TOURISME	↓	Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	Mai-16 Cumul	37 497 186 809	-7,1% 3,6%	CCIRG
	↓				7,0%	

[Données non CVS]

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Données provisoires ; les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

ACTUALITÉ DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Publication du Rapport annuel 2015

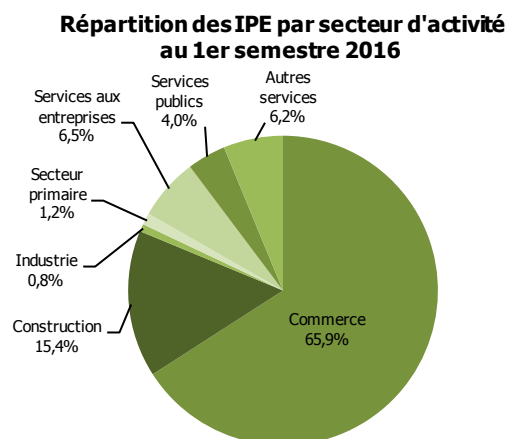
L'Institut d'émission des départements d'outre-mer (IEDOM) Martinique a publié son Rapport annuel 2015, disponible sur le [site internet](#) de l'agence. Il présente une vue d'ensemble de la situation économique, monétaire et financière de la Martinique. L'année 2015 confirme le redressement d'activité amorcé en Martinique en 2014, bien qu'encore trop fragile pour attester d'une reprise franche et pérenne de l'économie. Dans un contexte marqué par les évolutions institutionnelles, l'année 2016 pourrait être une année de transition.

Incidents de paiement sur effets : baisse sensible au 1^{er} semestre 2016

Au 30 juin 2016, le montant cumulé des incidents de paiement sur effets (IPE) enregistre un repli significatif par rapport au premier semestre 2015 (-19,3 % à 2,5 millions d'euros). Le détail par secteur révèle toutefois une situation plus contrastée.

Le secteur commercial concentre à lui seul 66 % du montant des incidents de paiement enregistrés au cours des six premiers mois de l'année (-4,4 points sur un an). Le montant cumulé des IPE dans le commerce recule de 24,3 %, à 1,6 million d'euros. Dans l'industrie, le montant des IPE est presque divisé par cinq et représente moins de 1 % du total sur le dernier semestre (-2,3 points). S'agissant des services aux entreprises, les IPE diminuent de 28,1 % en montant sur un an, et leur part évolue également à la baisse, à 6,5 % (-0,8 point).

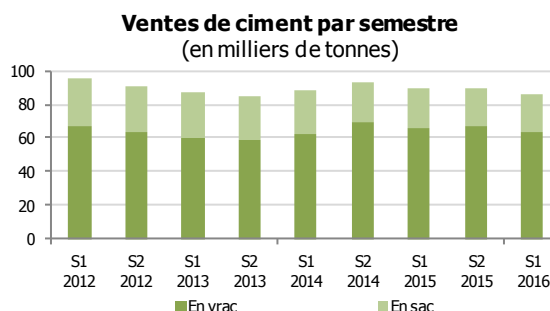
À l'inverse, le montant des IPE dans le BTP progresse sensiblement à plus de 384 000 euros (+39 %), soit 15,4 % du total des IPE (+6,4 points). Dans le secteur primaire, leur montant a presque triplé par rapport au premier semestre 2015, mais ne représente toujours qu'une faible part du total des IPE (1,2 %, soit +0,9 point). Dans le secteur public (éducation, santé et action sociale), on comptabilise environ 100 000 euros d'IPE sur le semestre, soit 4 % du montant total.



BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

BTP au premier semestre 2016 : un secteur qui peine à se reconstruire

Au premier semestre 2016, la baisse des volumes de ciment vendu en Martinique s'accroît, traduisant les difficultés persistantes du BTP. À 86 083 tonnes, les ventes reculent de 3,8 % sur six mois et de 4,3 % sur un an. Dans le détail, les ventes en sac, d'ordinaire dévolues à la construction privée, progressent de 3,5 % sur les six derniers mois, à 11 793 tonnes, mais restent inférieures de 3,4 % au volume vendu un an auparavant. La diminution est plus prononcée pour les ventes de ciment en vrac, généralement destinées aux grands chantiers. A 63 187 tonnes à fin juin, elles sont en repli de 6,2 % par rapport au précédent semestre et de 4,6 % sur un an.



Source : Ciments Antillais

La tendance pourrait toutefois s'infléchir sur la seconde moitié de l'année. Le Conseil départemental de l'habitat et de l'hébergement (CDHH), instance de la CTM pour le pilotage de la politique du logement sur le territoire, rassemblant collectivités, bailleurs, et professionnels du BTP, s'est réuni le 7 juillet dernier. Il a validé le plan de programmation 2016 de construction de logements sociaux, dont l'objectif est de financer 900 logements locatifs sociaux (LLS) sur l'année, dont 198 logements locatifs très sociaux (LLTS) (contre 663 LLS/LLTS en 2015), puis de tendre, à partir de 2017, vers 1 000 LLS/LLTS nouveaux par an. Il s'agit ainsi de relever le double défi de relancer de la construction et de réduire la forte tension sur le marché locatif. Le programme est disponible sur le [site internet](#) de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL).

INSEE : Intensification des déplacements domicile-travail

L'INSEE a publié en juin 2016 une étude sur les déplacements domicile-travail en Martinique. Les flux, analysés à partir des données issues du recensement 2013, révèlent que 56 % des actifs martiniquais travaillent dans des communes différentes de celles où ils résident, (+7 points par rapport à 1999). On compte ainsi 71 950 « navetteurs ». Parmi eux, 60 % se rendent à Fort-de-France ou au Lamentin, principales zones d'emploi du territoire. Le flux le plus important est celui entre Fort-de-France et le Lamentin, avec un chassé-croisé de plus de 4 500 navetteurs quotidiennement, dans chaque sens. Par ailleurs, la voiture est le moyen de transport privilégié, pour 90 % des navetteurs, comme pour 72 % des personnes qui travaillent et habitent dans la même commune.

L'analyse est disponible sur le [site internet](#) de l'INSEE.

ACTUALITÉS RÉGIONALES

Élargissement du canal de Panama

Inauguré par la traversée du porte-conteneur chinois *Cosco Shipping Panama* le 26 juin 2016, l'élargissement du canal de Panama marque un tournant pour le commerce maritime mondial. Résultat de neuf ans de travaux et d'un investissement initial estimé à 5,45 milliards d'euros, les deux nouvelles écluses, *Agua Clara* côté Atlantique et *Cocoli* côté Pacifique, permettront de tripler la capacité du canal. Long de 80 km, il pourra désormais accueillir des navires mesurant jusqu'à 49 mètres de large et 366 mètres de long, supportant jusqu'à 14 000 conteneurs (contre 4 500 auparavant). Ces nouveaux aménagements offrent aux armateurs la possibilité d'y faire transiter leurs navires les plus imposants, dits *Post-Panamax*, jusqu'alors contraints d'emprunter d'autres routes pour relier l'Atlantique au marché asiatique.

L'augmentation attendue du trafic a été anticipée par les territoires du bassin caribéen. Comme la Jamaïque et Cuba, la Martinique et la Guadeloupe ont toutes deux entrepris des travaux d'aménagement de leurs ports respectifs. Aussi, la ville de Fort-de-France a inauguré le 28 juin 2016 l'extension, sur deux hectares, du terminal de la Pointe des Grives. Avec une capacité de 50 000 conteneurs supplémentaires et un quai allongé, le terminal sera en mesure d'accueillir tous les navires traversant le canal de Panama. Il ne s'agit toutefois que d'une première partie du plan d'actions de modernisation du Grand Port de Martinique. De son côté, la Guadeloupe a également entamé des travaux d'aménagement et d'agrandissement qui devraient s'étendre jusqu'en 2020. S'installe ainsi une dynamique concurrentielle dans les ports de la Caraïbe, chacun cherchant à tirer parti des nouvelles opportunités commerciales.

Banque caribéenne de développement : nouvelle émission internationale

Quatre ans après sa dernière émission internationale (en dollars USD), la Banque caribéenne de développement a émis, en juin 2016, ses premières obligations libellées en francs suisses (CHF). À hauteur de 145 millions CHF et d'une maturité de 12 ans, le titre paie un coupon annuel de 0,297 %, le taux le plus faible enregistré à ce jour par un acteur public dans cette devise. Les conditions favorables de cette levée de fonds reflètent les notations robustes attribuées à la banque par les agences spécialisées, *AA/A-1* pour Standards & Poors, *Aa1* selon Moody's.

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE RÉFÉRENCE

			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 2015)	- mai 2016	99,7	+0,0 %	-0,8 %
Chômage (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- mai 2016	42 800	-0,9 %	-4,5 %
Allocations chômage (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- février 2016	22 766	-0,3 %	+0,8 %
RSA (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés* <i>Données non consolidées</i>	- avril 2016	35 537	-0,3 %	+11,8 %
Commerce extérieur (source : Douanes)	Importations (millions d'euros)	- mai 2016	213,6	+6,4 %	+2,3 %
	Hors produits pétroliers		171,2	-2,1 %	+12,7 %
	Exportations (millions d'euros)	- mai 2016	34,3	+27,6 %	-14,4 %
	Hors produits pétroliers		19,7	+30,2 %	+22,2 %
	Taux de couverture mensuel Hors produits pétroliers	- mai 2016	16,1 % 11,5 %		-3,1 pts +0,9 pts
Grande distribution (source : DIECCTE)	Chiffre d'affaires des hypermarchés	- mai 2016	46,6	+3,2 %	-4,5 %
	(millions d'euros)	- cumul annuel	229,7		-0,6 %
Indicateurs de vulnérabilité (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdiction bancaire	- juin 2016	14 968	-2,2 %	-2,7 %
	Personnes morales en interdiction bancaire	- juin 2016	2 341	-1,1 %	-2,9 %

INDICATEURS SECTORIELS

			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (source : SAMAC)	Nombre de passagers (hors transit)	-mai 2016	119 864	-23,5 %	+2,1 %
		- cumul annuel	815 775		+12,5 %
Trafic maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- mai 2016	0	nd	nd
		- cumul annuel	236 990		+24,7 %
Construction (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- juin 2016	14 888	+5,4 %	-20,9 %
		- cumul annuel	86 083		-4,3 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- juin 2016	983	+16,3 %	-6,6 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- juin 2016	190	+28,4 %	-6,9 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)		6 530		+7,7 %

* Depuis le 1^{er} janvier 2016, la prime d'activité a remplacé la prime pour l'emploi et le RSA activité. À cette date, les données du RSA comprennent uniquement les bénéficiaires du RSA socle. La variation en glissement annuel est calculée sur la base du RSA socle uniquement.

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Bientôt un nouveau billet de 50 euros

Un nouveau billet de 50 euros sera mis en circulation le 4 avril 2017. L'introduction de la nouvelle coupure marque la dernière avancée dans le processus consistant à rendre les billets en euros encore plus sûrs. Après les billets de 5 euros, 10 euros et 20 euros, la coupure de 50 euros est la quatrième valeur de la deuxième série de billets en euros, connue sous le nom de série « Europe ».

La Réunion se caractérise par une prépondérance du billet de 50 euros au sein de la circulation fiduciaire, avec 56 % du nombre de coupures et 49 % du montant total ; bien plus qu'en France métropolitaine où prédomine le billet de 20 euros. Cette spécificité s'explique vraisemblablement par la place de cette coupure dans les DAB réunionnais et par son utilisation comme moyen à la fois de transaction et de thésaurisation.



Publication du rapport annuel de l'IEDOM pour La Réunion



L'Institut d'émission des départements d'outre-mer (IEDOM) publie son rapport annuel. Cet ouvrage présente la structure de l'économie réunionnaise, la situation des différents secteurs ainsi que les évolutions monétaires et financières de La Réunion en 2015.

L'embellie économique observée en 2014 s'est confirmée en 2015 et a même gagné en vigueur tout au long de l'année. L'indicateur du climat des affaires s'est amélioré, la consommation des ménages a été robuste et l'investissement est resté solide. Sur le marché du travail, la forte croissance de la population active reste difficile à absorber. Néanmoins, les dispositifs d'emplois aidés et la croissance soutenue de l'emploi salarié parviennent à enclencher un recul du taux de chômage (-2,2 points).

En parallèle, l'activité bancaire s'est renforcée en 2015. Malgré une certaine maturité, la bancarisation se poursuit mais le concept d'agences se transforme en lien avec la mutation du modèle de la banque de détail. Le Produit net bancaire (PNB) des quatre banques locales reste pratiquement stable en 2015 (-0,1 %), conséquence des impacts conjugués de la baisse des taux, de la concurrence et de la politique de modération des tarifs des services. Toutefois, la rentabilité reste solide. Les autres établissements non bancaires enregistrent une progression de leur PNB et de leur résultat net.

Le rapport est disponible en téléchargement sur le [site de l'IEDOM](#).

La croissance se maintient en 2015

En 2015, l'activité économique réunionnaise reste soutenue, avec une croissance du PIB en volume de 2,8 %, après le rebond de 3,1 % en 2014. En France, le PIB croît de 1,3 % en 2015, après deux années de croissance modérée (+ 0,6 % en 2013 et en 2014).

La consommation des ménages se renforce (+3,2 % après +2,7 % en 2014) et constitue le moteur principal de la croissance. Elle est tirée par la baisse des prix à la consommation (-0,5 %) et par la hausse du revenu disponible brut (+2,8 %).

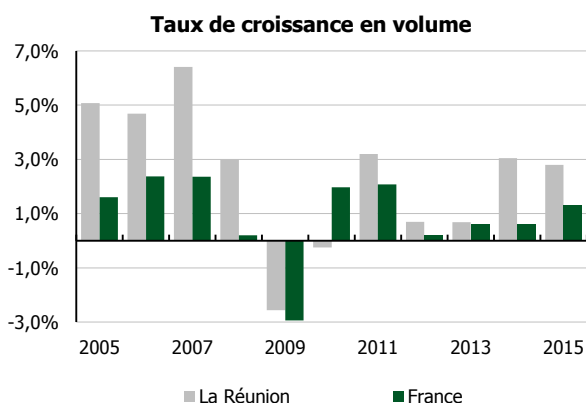
L'investissement continue de progresser (+4,1 %), mais à un rythme moins soutenu qu'en 2014 (+6,8 %). L'investissement en infrastructures et logements progresse modérément, dans un secteur à deux vitesses : les travaux de la Nouvelle route du littoral progresse rapidement, tandis que le bâtiment reste à la peine. L'investissement en biens d'équipement reste dynamique (+6,9 %), soutenu notamment par les achats d'automobiles des entreprises.

Le tourisme repart à la hausse après trois années consécutives de recul. Le montant des importations à La Réunion évolue peu, suite à la chute des prix des carburants en 2015. Toutefois, en volume, elles augmentent de 3,7 %. Les exportations en biens sont stables, après une baisse en 2014.

Les résultats des estimations issues des comptes rapides sont disponibles dans le [bilan économique 2015 de l'Insee](#).

Offre de Cerberus Capital Management pour le rachat de GE Money Bank et de ses opérations dans les DOM

General Electric a reçu le 23 juin 2016 une offre ferme du fonds de capital-investissement Cerberus Capital Management pour la cession de sa filiale de crédit à la consommation en France - GE Money Bank - et de ses opérations dans les territoires d'outre-mer (Sorefi pour La Réunion). La transaction est soumise aux autorisations de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) et de l'Autorité de la concurrence.



Sources : Insee, comptes définitifs (2005-2011) ; Cerom, comptes rapides (2012-2015)

BRÈVES ÉCONOMIQUES

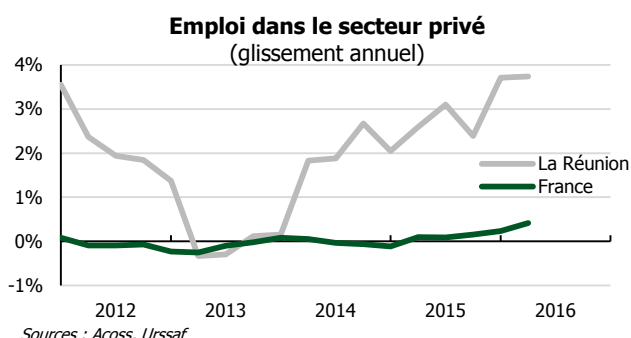
LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE

			Données brutes	Glissement mensuel	Glissement annuel
Prix (Insee, base 2015)	Indice général des prix à la conso. - La Réunion	Jun 2016	100,3	+0,4 %	-0,1 %
	IPC France entière		100,6	+0,1 %	+0,2 %
Octroi de mer (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	Jun 2016	25 720	-3,1 %	-0,2 %
	Cumul (milliers d'euros)		152 395	-	+4,2 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations (millions d'euros)	Mai 2016	410,8	+5,1 %	+16,8 %
	Cumul (millions d'euros)	Cumul mai	1 916,3	-	+4,7 %
	Exportations (millions d'euros)	Mai 2016	21,8	+9,3 %	+6,0 %
	Cumul (millions d'euros)	Cumul mai	130,9	-	+18,2 %
Demands d'emploi (DTEFP)	Demands d'emploi de catégorie A (données CVS)	Mai 2016	134 390	-0,1 %	-0,9 %

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

			Données brutes	Glissement mensuel	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	Mai 2016	178 620	+19,5 %	+1,6 %
	Cumul	Cumul mai	829 102	-	+1,9 %
Fréquentation des hôtels (Insee)	Nombre de nuitées	1 ^{er} trimestre 2016	271 100	-16,5 %	+19,3 %
	Cumul	Cumul mars	271 100	-	+19,3 %
Construction (Douanes / CERBTP / Caisse des congés payés du BTP)	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers d'euros)	Mai 2016	8 288	-	-5,6 %
	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers de tonnes)	Mai 2016	120,5	-	-15,4 %
	Effectifs salariés du BTP	Mai 2016	16 582	+1,2 %	+3,0 %

Progression de l'emploi dans le secteur privé au premier trimestre 2016



Selon l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acooss), l'emploi dans le secteur privé augmente de 1,3 % (CVS) au premier trimestre 2016 (+1,0 % au quatrième trimestre 2015).

En glissement annuel, Les effectifs salariés progressent de 3,7 %. Cette hausse touche tous les secteurs marchands confondus. Au niveau national, l'emploi progresse de 0,9 %. La Normandie est la seule région qui voit ses effectifs baisser. La masse salariale dans l'île est également bien orientée, avec une hausse de 1,8 % (contre +1,4 % en France entière).

Légère amélioration du marché de l'immobilier au premier trimestre 2016

Selon les données tirées des droits d'enregistrement perçus par la Direction générale des finances publiques et publiées par le CGEDD, le montant des transactions immobilières se redresse de 0,8 % (CVS) au premier trimestre 2016, après une baisse de 5,2 % le trimestre précédent. Cette amélioration provient d'un accroissement de 4,2 % du montant des ventes de logements neufs, tandis que celui des ventes de logements anciens recule de 1,2 %.

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

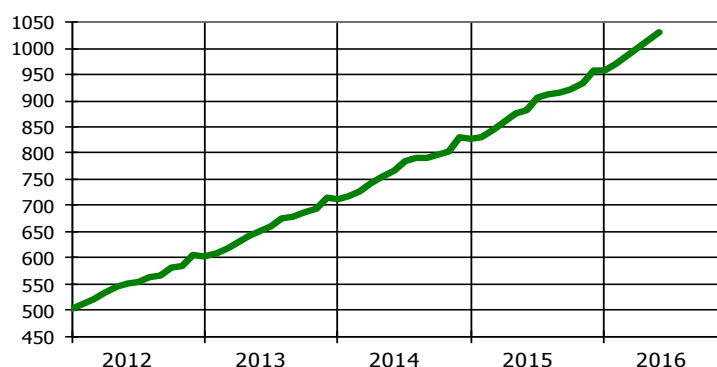
Les émissions nettes cumulées de billets

En juin 2016, les émissions nettes cumulées de billets ont augmenté de 16,0 millions d'euros, après une hausse de 16,1 millions le mois précédent. Elles s'établissent à 1,031 milliard d'euros, soit une progression annuelle de 16,8 %.

Le nombre de billets émis en juin est constitué à 68,2 % par la coupure de 50 € (qui représente 62,9 % de la valeur globale de l'émission nette de billets).

La hausse de l'émission nette ayant été plus marquée en nombre qu'en valeur, la valeur moyenne du « billet circulant » dans l'île s'est donc dépréciée de 2 centimes pour s'établir à 54,20 € au 30 juin 2016.

Émissions nettes cumulées de billets (en millions d'euros)



Source : IEDOM

Tendances conjoncturelles du premier trimestre 2016 : une conjoncture volatile dans un climat de résilience des entreprises

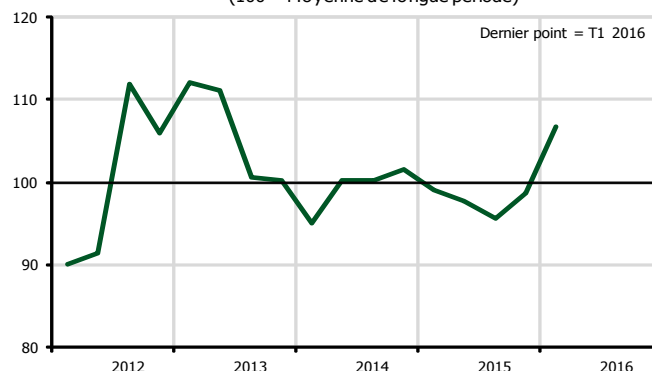
L'IEDOM Mayotte a publié les tendances conjoncturelles pour le premier trimestre 2016.

Ainsi, au premier trimestre 2016, l'Indicateur du climat des affaires (ICA) augmente de 8,0 points pour s'établir à 106,7 points. Il repasse ainsi au-dessus de sa moyenne de longue période pour la première fois depuis quatre trimestres.

Au vu de la conjoncture en 2015 et du contexte social agité au premier trimestre, cette progression sensible de l'ICA est surprenante et inattendue. Elle tient principalement à l'appréciation plus favorable portée par les chefs d'entreprise sur le trimestre écoulé (+4,4 points) et à leurs anticipations positives sur le trimestre à venir (+3,6 points).

[Les tendances conjoncturelles du premier trimestre 2016 sont disponibles sur le site de l'IEDOM.](#)

Indicateur du climat des affaires à Mayotte
(100 = Moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

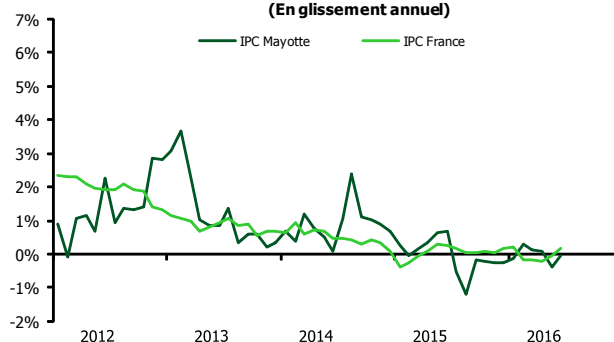
BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

Les prix augmentent de 0,2 % au mois de juin

Au mois de juin 2016, l'Indice des prix à la consommation (IPC) augmente de 0,2 %, porté par la hausse des prix de la majorité des grands postes de consommation. Les prix de l'énergie progressent de 1,4 %, ceux de l'alimentation de 0,4 % et ceux des services de 0,3 %. Les prix des produits manufacturés sont les seuls à enregistrer une diminution (-0,4 %).

Sur un an, l'IPC est stable. L'augmentation des prix des services (+3,1 %) et de l'alimentation (+0,7 %) est compensée entièrement par la réduction de ceux de l'énergie (-4,8 %) et des produits manufacturés (-3,4 %).

Indice des prix à la consommation
(En glissement annuel)



Base 100 : année 2006 (Mayotte)

Base 100 : année 2015 (France)

Source : INSEE

Le Produit intérieur brut de Mayotte de 2000 à 2013

L'INSEE a publié une étude portant sur l'évolution des PIB régionaux de 2000 à 2013. Signe de rattrapage économique sur les autres Départements d'Outre-mer et la Métropole, le PIB mahorais est en constante progression sur la période étudiée. Toutefois, après une augmentation de 9,0 % par an entre 2000 et 2008 (en moyenne annuelle), la crise économique survenue en 2008 impacte l'économie mahoraise dans les années qui suivent. Entre 2008 et 2013, le taux de croissance annuelle moyen retombe ainsi à 4,2 %. Si cette évolution demeure tout de même très supérieure à celle des autres régions françaises, le PIB par habitant à Mayotte en 2013 ne s'établit qu'à 8 000 euros par habitant, soit un quart de celui de la France. Selon l'étude, la faiblesse de la richesse créée sur l'île s'explique par une productivité limitée du travail et un faible taux d'emploi (18 emplois pour 100 habitants contre 41 en France).

[Pour de plus amples informations, consulter la note n°34 – juillet 2016 sur le site de l'INSEE.](#)

Baisse de 3,0 % des créations d'entreprises en 2015

L'INSEE a également publié une étude sur les créations d'entreprises à Mayotte en 2015. Si ces dernières se poursuivent, avec 825 nouvelles entreprises créées, l'année 2015 enregistre cependant une baisse de 3,0 %, après une hausse en 2014. Le secteur du commerce rassemble la moitié des créations. La catégorie « autres services » demeure faible comparée à la France (23 % contre 55 %). Le statut d'Entreprise individuelle demeure privilégié sur l'île par les nouvelles entreprises, rassemblant trois créations sur quatre, tandis que les créations sont partagées presque à parts égales entre les hommes et les femmes.

[Pour de plus amples informations, consulter la note n°32 – mai 2016 sur le site de l'INSEE.](#)

Lancement du vol direct Dzaoudzi-Paris

La compagnie Air Austral a inauguré le 10 juin son premier vol direct sur la liaison Dzaoudzi-Paris. Attendu sur l'île depuis plusieurs années, le vol sera opéré désormais deux fois par semaine de/vers Mayotte.

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE			Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Prix (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006	juin-16	118,3	0,2%	0,0%
Chômage (source : Pôle Emploi)	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A	mars-16	12 050	0,9%	11,7%
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles mars-16	36 749	-7,6%	-9,4%
	(hors hydrocarbures)	cumulées mars-16	108 779	-	-1,7%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles mars-16	499	-20,0%	-31,8%
		cumulées mars-16	1 533	-	16,3%
	Taux de couverture	mensuel mars-16	1,36%	-0,21 pt	-0,45 pt
		cumulé mars-16	1,41%	-0,03 pt	0,22 pt

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :			Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Trafic aéroportuaire (Source : Aéroport de Mayotte)	Mouvements d'appareils ⁽¹⁾	mensuels mai-16	356	-26,7%	-17,6%
		cumulés mai-16	2 628	-	25,9%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels mai-16	16 717	-14,2%	-32,3%
		cumulés mai-16	102 119	-	-6,0%
	Fret et envois postaux (en tonnes) (départs)	mensuels mai-16	10,8	-37,1%	-63,6%
		cumulés mai-16	93,3	-	-29,6%
BTP (Source : Douanes)	Importations de ciment ⁽²⁾ (en tonnes)	mensuelles mars-16	16 928	21175,2%	2713,6%
		cumulées mars-16	17 031	-	1,3%
Electricité (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)	mars-16	42 129	0,2%	2,7%
	Consommation ⁽³⁾ (en Mwh)	cumulée mars-16	77 432	-	10,0%
Hydrocarbures (Source : TOTAL)	Consommation (en milliers de litres)	mensuelle mars-16	12 217	8,3%	13,0%
		cumulée mars-16	34 747	-	12,5%
Automobile (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs	mensuelles mars-16	243	8,0%	14,6%
		cumulées mars-16	683	-	7,7%
	Immatriculations de véhicules d'occasion	mensuels mars-16	519	2,6%	5,5%
		cumulées mars-16	1 498	-	-1,1%
Poissons d'élevage (Source : Douanes)	Exportations :				
	- en tonnes	mensuelles mars-16	1,3	-10,3%	-29,0%
		cumulées mars-16	2,8	-	-23,9%
	- en milliers euros	mensuelles mars-16	10,1	-21,7%	-44,1%
		cumulées mars-16	23,1	-	-35,2%

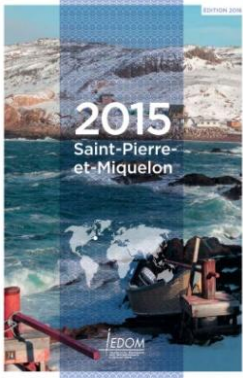
(1) : Toute entrée ou sortie de navire ou d'avion représente un mouvement

(2) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

(3) : Données consolidées à pas trimestriel depuis fin 2011. Les informations mensuelles ne sont plus disponibles.

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Publications récentes de l'IEDOM



✓ L'IEDOM a présenté récemment son rapport annuel 2015 sur l'économie de Saint-Pierre-et-Miquelon. Cet ouvrage présente la situation économique et financière de l'archipel, notamment au travers d'une revue de l'activité sectorielle.

L'analyse de l'Institut d'Émission considère qu'au regard de l'orientation positive observée en 2014, le bilan de l'année 2015 reste favorable mais il est plus contrasté, certains indicateurs se dégradant sensiblement, notamment au niveau sectoriel.

✓ Par ailleurs, l'Institut d'Émission publie sa note conjoncturelle pour le 1^{er} trimestre 2016.

Ce trimestre est marqué par un ralentissement du dynamisme de l'investissement des entreprises. Néanmoins, le marché du travail montre des signes de solidité, le nombre de demandeurs d'emploi confirmant son orientation à la baisse.

Retrouvez l'intégralité des publications de l'IEDOM sur le site :

<http://www.iedom.fr/saint-pierre-et-miquelon/>

Vous pouvez également vous abonner (gratuitement) aux publications dans la rubrique : Abonnement aux publications (<http://www.iedom.fr/saint-pierre-et-miquelon/abonnement-aux-publications-188/>).

Présentation du nouveau billet de 50 euros

La Banque centrale européenne a récemment dévoilé le visuel du prochain billet de 50 euros qui entrera en circulation le 4 avril prochain. Ce délai de 9 mois entre la présentation du billet et sa mise en circulation permet aux professionnels manipulant régulièrement des billets de disposer d'une période suffisante pour se préparer à l'introduction de la nouvelle coupure. Celle-ci sera dotée de plusieurs outils lui permettant d'être mieux armé contre la contrefaçon, comme une robe ocre et une porte-fenêtre ouvragée. Le nouveau billet de 50 euros est le quatrième de la série « Europe » qui remplace progressivement la première série des billets en euros introduite en 2002.

Surendettement

Lors de la dernière commission de surendettement de Saint-Pierre, en juin 2016, un nouveau dossier a été traité. Pour rappel, cette commission s'inscrit dans un dispositif d'accompagnement, en amont et en aval, des débiteurs surendettés par les acteurs de la sphère sociale.

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Crise économique à Terre-Neuve

Terre-Neuve-Labrador connaît actuellement une crise économique majeure, conséquence de la chute des prix du pétrole. Ayant basé son développement sur l'exploitation de l'or noir, la région a vu la part des revenus du pétrole dans ses recettes passer d'un tiers à moins de 10 %. La région affiche désormais un déficit record de 2,2 milliards de dollars canadiens, qui pourrait atteindre les 2,7 milliards en 2016-2017, si la situation reste inchangée. En conséquence, sa dette nette enregistre une hausse de 2,3 milliards de dollars canadiens. Afin de surmonter cette crise, le gouvernement a mis en place une politique de compression budgétaire, avec notamment une hausse des impôts et des taxes, prévoyant un retour à l'équilibre d'ici 2022.

Retour sur la mission de la Direction générale du Trésor

En avril dernier, une mission de la Direction générale du Trésor (DGT) est venue à Saint-Pierre-et-Miquelon. Son objectif était d'identifier les opportunités et les points de vigilances qui pourraient découler de l'accord de libre-échange négocié entre l'Union européenne et le Canada. Bien que l'archipel soit plutôt protégé des fluctuations économiques régionales, la DGT note que son exclusion de l'accord pourrait avoir des conséquences négatives sur son économie. Ainsi, l'enjeu majeur pour l'archipel, dans ce nouveau contexte économique, serait de développer son attractivité et son intégration dans les échanges régionaux. Suite à ce rapport, la place de l'archipel à l'égard de cet accord est désormais à étudier et à déterminer.

Une nouvelle politique environnementale à Saint-Pierre

La commune de Saint-Pierre a récemment mis en œuvre une nouvelle politique environnementale, axée autour de la nouvelle déchetterie. Cette dernière permet d'instaurer le tri sélectif sur l'île, la commune ayant pour objectif de réduire les déchets des ménages saint-pierrais de 80 % et ceux des entreprises de 30 %. En moyenne et par an, ceux-ci représentent respectivement 1 200 tonnes et 7 800 tonnes de déchets qui, une fois triés et traités, seront envoyés au Canada ou en métropole pour y être recyclés.

ACTUALITÉS RÉGIONALES

Légère progression de la croissance canadienne

Le produit intérieur brut (PIB) réel canadien a progressé de 0,6 % par rapport au trimestre précédent, après +0,1 % au quatrième trimestre 2015.

Cette évolution est attribuable aux exportations et à la consommation des ménages, en hausse de respectivement 1,7 % et 0,6 % ce trimestre. Ces deux facteurs ont contribué à hauteur de 0,6 et 0,3 point de pourcentage à la croissance canadienne. Par ailleurs, les importations ont affecté de manière négative la progression du PIB (-0,1 point).

Exprimé en taux trimestriel annualisé¹, le PIB réel a augmenté de 2,4 % au premier trimestre 2016, après un ralentissement au trimestre précédent (+0,8 % contre +2,3 % au troisième trimestre 2015). Les exportations et la consommation des ménages contribuent à hauteur de 2,1 et 1,3 point à la croissance du PIB.

Sources : Banque de Développement du Canada, Statistique Canada

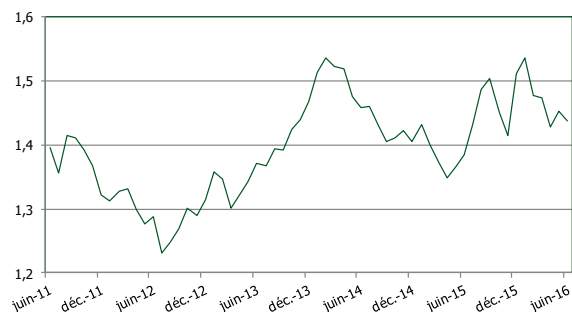
Dépréciation de la monnaie unique par rapport au dollar canadien

Le taux de change EUR/CAD s'est déprécié de 2,4 % au deuxième trimestre 2016 après -2,5 % au trimestre précédent. Cependant, sur l'année, la monnaie unique s'est appréciée relativement au dollar canadien (+3,9 %).

Le taux de change EUR/CAD s'établit ainsi à 1,4384 EUR/CAD au 30 juin 2016 contre 1,4738 EUR/CAD au 31 mars 2016.

Cette appréciation du dollar canadien par rapport à l'euro est notamment attribuable à l'évolution du cours du baril de pétrole (Brent). En effet ce dernier s'inscrit en hausse au deuxième trimestre, passant de 39,6 USD au 31 mars 2016 à 48,5 USD au 30 juin 2016. À l'inverse, le cours du baril s'inscrit en nette baisse sur l'année, passant de 62,4 à 48,5 USD entre les mois de juin 2015 et 2016 (soit une diminution de 28,7 % de sa valeur sur la période).

Taux de change du dollar canadien pour un euro



Source: banque-France.fr

PRINCIPAUX INDICATEURS

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE			Données brutes	Variation trimestrielle	Variation annuelle
Prix (Source : Préfecture)	Indice des prix à la consommation Base 100 en 1998	mars-16	-	-0,8%	-0,7%
Emploi (Source : DCSTEP)	Nombre de demandeurs d'emploi (catégorie A)	avr-16	211	-3,2%	-19,2%
	Nombre de demandeurs d'emploi (toutes catégories)	avr-16	420	-9,1%	5,5%
RSA (Source : CPS)	Nombre de bénéficiaires (moyenne sur le trimestre)	mars-16	45	+9,8%	+12,5%
	Nombre de personnes à charge (moyenne sur le trimestre)	mars-16	78	+8,3%	+6,8%
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Importations (milliers d'euros)	mars-16	15 948	-37,4%	-20,8%
	Exportations (milliers d'euros)	mars-16	1 270	+198,1%	nd
	Déficit commercial (milliers d'euros)	mars-16	-14 678	-41,4%	nd

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	Variation trimestrielle	Variation annuelle
Pêche Artisanale (Source : Pôle Maritime)	Débarquements (en tonnes)	mars-16	7	-98,9%	-97,0%
Pêche Industrielle (Source : Pôle Maritime)	Débarquements (en tonnes)	mars-16	823	+1343,9%	2,0%
Trafic aéroportuaire (Source : Aviation civile)	Nombre de passagers (arrivées + départs)	mars-16	8 078	-4,1%	-6,0%
	Mouvements d'avions	mars-16	653	-3,0%	+0,2%
	Fret et envois postaux (en tonnes)	mars-16	55	-27,6%	+3,8%

¹ Un taux trimestriel annualisé estime la croissance annuelle d'une variable, en considérant que le taux trimestriel s'applique à chaque trimestre sur un an.

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	0,00%	16/03/2016
Taux de la facilité de prêt marginal	0,25%	16/03/2016
Taux de la facilité de dépôt	-0,40%	16/03/2016

Taux d'intérêt légal 1er semestre 2016 - JORF du 27/12/2015

Créances de personnes physiques (Hors besoins professionnels) :		Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/02/16)					
	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*		
	4,54%	0,75%	0,75%	1,25%	1,50%	0,50%	
Autres cas :	1,01%	* hors prime d'Etat					

Taux d'intérêt fin de mois - EONIA

Taux d'intérêt fin de mois - EONIA				Taux d'intérêt fin de mois - EURIBOR			
Mars	Avril	Mai	Juin	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
-0,3030%	-0,3330%	-0,3240%	-0,2930%	-0,3640%	-0,2860%	-0,1790%	-0,0510%

Taux moyen mensuel des emprunts d'État à long terme (TME)

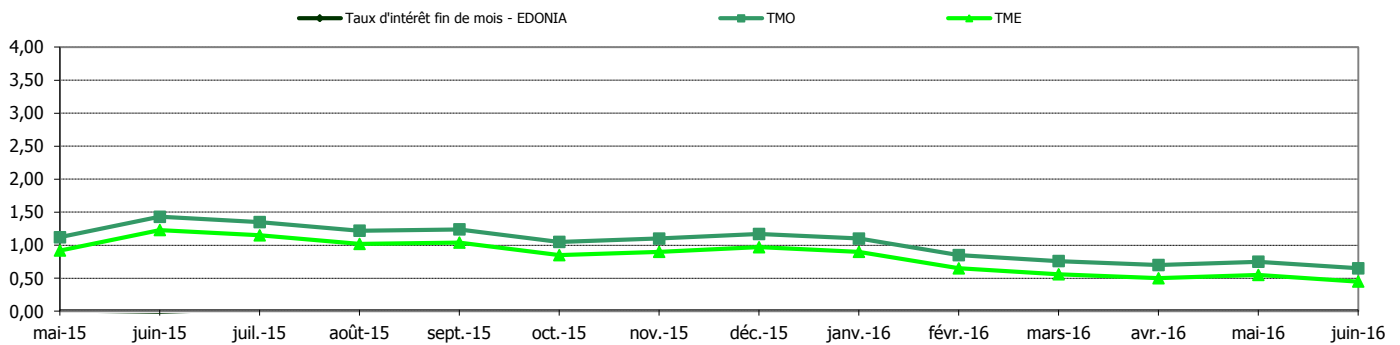
Taux moyen mensuel des emprunts d'État à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'État (TMO)			
Mars	Avril	Mai	Juin	Mars	Avril	Mai	Juin
0,56%	0,50%	0,55%	0,45%	0,76%	0,70%	0,75%	0,65%

Taux de l'usure (seuils applicables au 1^{er} avril 2016)

Crédits aux particuliers		Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale		Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale		
Prêts à taux fixe		3,92%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament		7,05%
Prêts à taux variable		3,36%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable		2,77%
Prêts-relais		4,03%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe		3,16%
Autres prêts			Découverts en compte		13,37%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 3 000 euros		19,92%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans		2,72%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros		12,91%	Seuils de l'usure		
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros		7,40%	Découverts en compte		13,37%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

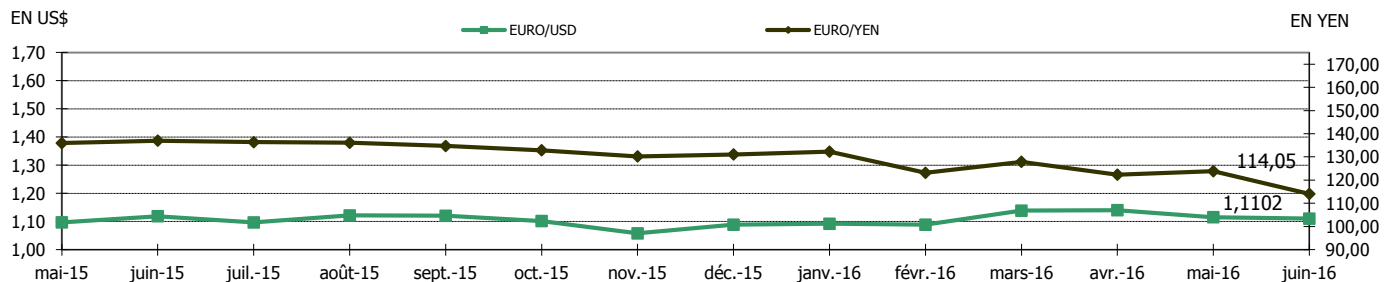
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (États-Unis)	1,1102	EURO/ZAR (Afrique du Sud)	16,4461	EURO/SRD (Surinam)	7,858
EURO/JPY (Japon)	114,0500	EURO/BWP (Botswana)	12,0850	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	1,991
EURO/CAD (Canada)	1,4384	EURO/SCR (Seychelles)	14,4726	EURO/DOP (Rép. Dom.)	51,0272
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,8265	EURO/MUR (Maurice)	39,5601	EURO/BBD (La Barbade)	2,2213
EURO/SGD (Singapour)	1,4957	EURO/BRL (Brésil)	3,5898	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	7,2848
EURO/HKD (Hong-Kong)	8,6135	EURO/VEF (Vénézuéla)	11,0925	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3597,3476	EURO/XCD (Dominique)	2,9957	EURO/FC (Comores)	491,96775

Évolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur et responsable de la publication : H. GONSARD

Éditeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achévé en juillet 2016 - Dépôt légal : juillet 2016 - ISSN 2427-9781 (en ligne)